

L'Anarcho-syndicaliste

N°188 - Le numéro : 1,60 €

Juin – Juillet 2015

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... » *Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes*

Grèce : les leçons d'un référendum

Christophe Bitaud

Le peuple grec, et en particulier la classe ouvrière, a refusé les diktats de l'Union Européenne (UE) en votant, à plus de 61%, non au référendum du 5 juillet. C'est un non clair et net, un non franc et massif : un refus de l'austérité imposée depuis des années par l'UE, la Banque Centrale Européenne (BCE) et le Fond Monétaire International (FMI), sinistre trio que les grecs désignent du nom de Troïka.

Coup de théâtre : alors même que le premier ministre grec Alexis Tsipras s'était personnellement engagé dans la campagne pour le non au référendum, ce dernier fait fi de la volonté populaire et s'en va négocier le maintien de la Grèce dans la zone euro en contrepartie de la mise en œuvre d'une politique d'austérité renforcée.

Un tel revirement n'est pas sans conséquences politiques. Le ministre des finances grec Yanis Varoufakis, opposé à l'accord avec la Troïka, est limogé. Les manifestants qui protestent autour du parlement sont violemment réprimés par la police anti-émeute. L'accord est voté par le parlement par 229 voix pour, 64 contre et 6 abstentions mais à quel prix ! 32 députés de Syriza, le parti du premier ministre ont voté contre, dont Zoé Kostantopoulou la présidente du parlement, et 6 se sont abstenus. Alexis Tsipras, en revanche, a pu compter sur les voix de son allié, le parti de droite souverainiste ANEL, et de l'opposition. La confusion est à son comble, tandis que les grèves et manifestations se multiplient dans les rues d'Athènes. Tsipras procède à un remaniement ministériel pour se séparer des « frondeurs » et menace le parti Syriza de purge.

Quelles leçons peut-on tirer de la crise grecque dont nul ne sait, aujourd'hui, quelle sera l'issue ?

Que Tsipras soit un traître à la classe ouvrière, qu'il pense manœuvrer ou qu'il ait été contraint d'abdiquer devant la puissance de la Troïka n'est qu'anecdotique. L'essentiel est ailleurs. La preuve est faite que les pays de l'UE ne sont plus dans un système démocratique, fut-il bourgeois. Il est illusoire de penser qu'un gouvernement puisse s'opposer aux politiques d'austérité, à la destruction des droits économiques et sociaux programmée par ce qu'il est convenu d'appeler la Troïka. C'est sans doute pourquoi la gauche « alternative », le front de gauche en France, Podemos en Espagne... soutiennent l'accord scélérat conclu par Tsipras avec la Troïka. La conquête du pouvoir vaut bien une messe... La seule voie, c'est la révolte salvatrice, la révolution, à condition bien sûr qu'elle se généralise et qu'elle ne soit pas confisquée comme ce fut trop souvent le cas dans l'histoire.

En attendant, il convient de préserver le seul outil dont dispose la classe ouvrière pour lutter contre les politiques d'austérité partout en Europe et dans le monde, le syndicat libre et indépendant. Ce qui nécessite de s'opposer sans ambiguïté à son intégration à l'appareil d'Etat via les conférences sociales et autres grandes messes œcuméniques. Plus que jamais il convient d'agir pour que les organisations syndicales dignes de ce nom quittent la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui, en appelant à voter oui au référendum grec, a une nouvelle fois fait la preuve qu'elle n'était rien d'autre qu'un organisme subsidiaire de l'UE, le cheval de Troie du capitalisme financier.

Re-puzzle

« ...ni Marx ni Engels n'ont songé à se définir comme des hommes de gauche... »

Jean-Claude Michéa - « Les Mystères de la gauche »

Bertrand Kanban

Dans *Le Figaro* du 9 juillet 2015, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, souligne que même Obama semble se préoccuper de la crise, sans précédent, de l'Union européenne, présentée par l'auteur comme « *le chantage de la Grèce* ».

Ce que ce monsieur « oublie » de dire, c'est que l'administration du Pentagone a fait pression pour qu'un compromis soit trouvé.

Les origines de l'UE

ont d'ailleurs été l'œuvre de l'administration américaine et notamment, celle de la CIA dont monsieur Robert Schuman a été l'un des agents.

L'idéologie « libérale » est devenue la religion dominante exerçant ses influences par la globalisation où les Etats deviennent des instruments du capital financier et les complices de toutes les opérations financières contaminées par la spéculation.

Ce que vient d'exprimer, de manière explicite, JP Morgan Chase, le numéro un des banques d'investissement américain, qui réclame l'abrogation des constructions démocratiques bourgeoises en France, en Espagne et en Grèce. Et l'auteur de l'article (1) de préciser :

« Toutefois, pour JP Morgan cela ne suffit pas. Afin d'éviter une révolution sociale dans la période à venir, ses analystes préviennent qu'il est indispensable que les gouvernements capitalistes, partout en Europe, se préparent aussi vite que possible à mettre en place des formes de régime dictatoriales. »

Toutefois, le rapport exprime sa satisfaction quant à la mise en place, par l'Union européenne, des mécanismes financiers pour garantir les intérêts bancaires.

Cette stratégie globale a des répercussions sur l'ensemble de l'UE qui exige de ses Etats membres le respect absolu des contrats et des règles alors qu'elle bafoue les contrats, les conventions collectives, le code du travail, la sécurité sociale, les retraites, le paritarisme, etc.

C'est cette même Europe qui a, tout au long de ce qu'ils appellent « la crise grecque », effectué « les aides » avec l'argent contaminé par des taux d'intérêts considérables, en imposant aux différents gouvernements grecs, l'achat de produits importés d'Allemagne, de France, etc.

Les chrétiens sociaux

préparent l'avènement d'une société communautaire destinée à accompagner la réalisation de l'idéal « libéral », à savoir la casse brutale et définitive de tous les acquis des salariés.

Et comme disait un homme de « gauche », qui puisait ses racines dans l'affaire Dreyfus, on peut supprimer la misère mais pas la pauvreté, conformément à la doctrine sociale de l'Eglise catholique.

Avec sa société du bonheur, madame Martine Aubry s'inscrit clairement dans cette stratégie. L'œcuménisme est devenu le mot d'ordre de l'Union européenne afin de construire des sociétés communautaires.

Monsieur François Hollande est fidèle au mitterrandisme qui a expulsé tous les sociaux-démocrates héritiers de Léon Blum et de Jean Jaurès - qui, eux, se réclamaient du marxisme - au profit d'une très massive entrée des chrétiens sociaux au congrès d'Epinais-sur-Seine, en 1971.

.../...

(Suite...)

Depuis, la gauche mitterrandienne ose s'appeler parti « socialiste » alors que l'entrée de Macron (le bon élève de Rothschild) au gouvernement signifie une stratégie de gauche s'ouvrant au capitalisme mondial.

Dans ces conditions, la gauche de la gauche n'est qu'une justification de la gauche officielle.

Lors des dernières « négociations » (2), on a pu mesurer les limites de la petite bourgeoisie de la gauche de la gauche.

Dans cette affaire d'interrogatoire policier, le « bon » c'était François Hollande.

La basse besogne de l'Union européenne tente d'imposer au peuple grec la perte totale de sa souveraineté nationale. Et au grand regret des inquisiteurs du nord de l'UE - l'Allemagne en tête - le Luxembourg n'a pas été désigné pour gérer les comptes de l'Etat grec.

Il n'y a qu'une seule certitude

c'est que la lutte de classe, aujourd'hui en Grèce et demain dans toute l'UE, va ébranler les puissantes banques américaines de JP Morgan Chase et de ses laquais européens.

En France, l'offensive sans précédent contre les salariés et les citoyens (la retraite, les impôts, le blocage des salaires, les mesures policières contre les grèves qui se succèdent et que les médias préfèrent passer sous silence, les lois répressives, le sociétal à la place des droits sociaux, le communautarisme à la place de la libre association de citoyens émancipés...) atteint un tel seuil que les cravatés bleu-vierge Marie, un jour ou l'autre, vont courir comme des lapins de garenne devant les révoltes de sans-culotte.

Le « dialogue social »

est dans une impasse malgré les manœuvres du gouvernement et de la gauche chrétienne et libérale pour intégrer les syndicats et les associer comme organes subsidiaires.

Lors de son dernier congrès à Tours, la direction de la CGT-Force Ouvrière a manœuvré pour obtenir des résolutions de congrès lui permettant d'aller vers l'intégration.

Cette fois-ci, cette tentative a échoué grâce aux réformistes et aux militants ouvriers qui se sont mobilisés pour supprimer les paragraphes et les pages incriminés. Et cela malgré l'absence de démocratie ouvrière et le non-respect des statuts confédéraux.

Un observateur attentif a pu constater que, pour l'appareil confédéral et quelques fédérations, le code commun des bureaucrates remplaçait les résolutions de congrès et les statuts. Et pourtant, toutefois officiellement, nous ne sommes pas au moyen-âge. La preuve des manœuvres de l'appareil confédéral est l'absence de publication de la résolution générale dans son organe *FO Hebdo*.

En somme, nous nous trouvons dans une situation où les véritables militants ouvriers et les réformistes, base constitutive de la CGTFO, doivent se mobiliser massivement pour éviter la dérive de la bureaucratie confédérale et rendre à la classe ouvrière son instrument qui est le syndicat pour la défense de ses intérêts matériels et moraux.

15 Juillet 2015

1-Stefan Steinberg – World Social Web Site - 19/6/2015

2- Ce n'était que parodie, car il s'agissait de pressions morale et physique contre Alexis Tsipras, le chef du gouvernement grec, pressions exercées notamment par l'Allemagne et ses satellites nordiques.

« L'ANARCHO-SYNDICALISTE »

19, rue de l'Etang Bernard – 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n° : 32 euros

Abonnement de soutien : 40 euros

Verser à : Association des Groupes Fernand

PELLOUTIER – N° CCP 9998 28D Nantes

19, rue de l'Etang Bernard – 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD

Quand la «*négociation*» condamne le droit public et le droit collectif...

Dans l'édition d'*Ouest-France* du 11 juin dernier, Michel DUTHOIT, Président de l'A.D.R.E.S. (1), signe, dans la rubrique *Point de vue*, un article intitulé: *Le Code du travail est-il un boulet pour les entreprises et l'emploi?*

Dans la première partie de son exposé, l'auteur signale que le *Code du travail* français ce n'est que 600 pages des 3.000 publiées par les éditeurs (2), et que son volume n'a pas tellement augmenté depuis 10 ans contrairement à bien d'autres domaines. Il estime en outre que, dans des pays similaires au nôtre, là où: «*plus la négociation d'entreprise y est développée et encouragée, moins la contrainte légale et réglementaire n'a besoin d'être écrite*», le volume de leurs codes du travail est bien moindre (3).

Dans la seconde partie, il nous explique que la situation française découle en quelque sorte du fait que les acquis obtenus par les salariés syndiqués étant étendus, au nom de l'égalité des droits, à l'ensemble des salariés, d'une part la partie législative et réglementaire du *Code du travail* est devenu assez importante, d'autre part la couverture collective concernant 96% de l'ensemble des salariés, elles sont devenues l'une et l'autre des obstacles «*au développement de la créativité en entreprise, et en définitive, de la compétitivité de notre pays*».

L'auteur est partisan de «*négociier davantage*», surtout dans les petites entreprises qui représentent 95% des salariés, et ainsi l'on se passera de tout ce qui gêne!

Mais le problème n'est-il pas que le «*négociier davantage*» de Mr DUTHOIT est... fort gêné, et par le *Code du travail*, et par les conventions collectives. En fin jésuite, l'auteur ne mentionne pas sa satisfaction des lois MACRON et REBSAMEN, préalables à son «*négociier davantage*».

Peut-être penseriez-vous Mr DUTHOIT représenter une des franges les plus réactionnaires du patronat français?

En effet, Mr DUTHOIT fut Secrétaire confédéral de la C.F.D.T. de 1976 à 1983, puis, entre-autre, *Directeur des ressources humaines de Télédiffusion de France* (4).

En fervent disciple d'Emmanuel MOUNIER, le penseur corporatiste préféré de l'*État français* de Vichy, Mr DUTHOIT récuse, à la fois, le droit public (le *Code du travail*) et le droit collectif (les conventions collectives).

La liberté d'action des salariés, elle, ne peut se développer que dans le cadre des libertés publiques; elle se satisfait de l'égalité des droits existant dans une république (et un petit «r» suffit!); elle se développe par l'extension des droits conquis par les syndiqués; elle négocie quand elle est en position de négociier!

Dans le cas contraire, ce n'est que parlotte... et soumission...

Georges Rivalin

17 Juin 2015

- (1) Association pour le développement des relations sociales.
- (2) Ce qui fait 2.400 pages de jurisprudence... pas forcément négligeables.
- (3) Une contrainte légale et réglementaire... qui n'a pas besoin d'être écrite !!! M. DUTHOIT n'ignorant pas l'invention de l'imprimerie, il se satisfait ensuite explicitement des États de non-droit et des situations par lesquels la requête de l'Autorité se doit d'être subsidiairement mise en œuvre par les niveaux inférieurs.
- (4) Voir sur: <http://duthoit.org/blog5.php/en-savoir-un-peu-plus-sur-l-individu-1>



PROUDHON, LE CHRISTIANISME, LA REVOLUTION...

«Quelle amélioration le christianisme a-t-il apportée au gouvernement des peuples? Aucune: il n'a fait qu'en changer le protocole. Le noble antique, patricien, guerrier ou cheik affirmait son usurpation en vertu de la nécessité; le noble chrétien s'affirme au nom de la Providence. Pour le premier, la noblesse était un fait de nature; pour le second, c'est un fait de grâce. Mais d'un côté comme de l'autre la royauté appuya le privilège nobiliaire, la religion le consacra. De là les prétentions de l'Eglise catholique à la souveraineté, et sa tentative de théocratie, énergiquement repoussée par les princes, et bientôt abandonnée par les théologiens eux-mêmes. Une transaction intervint: la séparation du spirituel et du temporel fut érigée en axiome de droit public; un nouveau ferment de discorde fut jeté parmi les nations. Moitié païenne, moitié chrétienne, la politique se traîna dans la tyrannie; la Justice fut plus que jamais sacrifiée, et la liberté compromise. [...]

Quel a été, jusqu'à présent, le plus grand acte de la Révolution? Ce n'est ni le serment du Jeu de Paume, ni le 4 août, ni la constitution de 91, ni le jury, ni le 21 janvier, ni le calendrier républicain, ni le système des poids et mesures, ni le grand-livre, c'est le décret de la Convention du 10 novembre 1793, instituant le culte de la Raison. De ce décret est émané le sénatus-consulte du 17 février 1810 qui, en réunissant l'Etat du pape à l'empire, déchira pour toute l'Europe le pacte de Charlemagne.

Quel sera le plus grand acte de la Révolution dans l'avenir? La démonétisation de l'argent, dernière idole de l'Absolu.»

Extraits de

«De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise» - Conclusion de la quatrième étude: «L'Etat» - 1858.

Les religions portent en elles la terreur comme la nuée porte l'orage...

La mondialisation a été, depuis plus de 2000 ans, le vecteur de la religion chrétienne. Un certain Paul a convaincu l'empereur de l'empire romain de se convertir au christianisme et de faire de cette religion le véhicule de la mondialisation.

La conséquence de tout ça, on le sait bien, ont été les croisades, et, au nom de Dieu, l'on assassine, l'on pille... Les seuls qui apprennent des autres, mettent en cause les imbécilités, (entre autres l'immaculée conception), comme les Templiers, les cathares, finissent au bûcher. Plus tard, l'Inquisition, on brûle les sorcières, on torture les gens pour les convertir... Puis on décime les Illuminati, qui estimaient que les riches étaient démoniaques. Et la Saint-Barthélémy. L'Eglise catholique a créé des monstres comme l'Opus dei, qui a comme objectif l'extermination des marxistes et des francs-maçons et a largement contribué à mettre en place Franco.

Quant aux juifs, après avoir connu le génocide de la shoah, ils reproduisent le même schéma avec la problématique de la Palestine. Le lobby juif américain, qui contrôle la finance, n'y est pas pour rien.

Les protestants anglo-saxons, comme l'a démontré le sociologue Weber, ont été la légitimité morale de l'ultralibéralisme mondialisé.

Il est à noter que les trois religions chrétiennes (catholiques, protestants, anglicans) ont également enfanté un monstre tentaculaire, donc plus dangereux que l'Opus, à savoir l'œuvre charismatique qui, comme l'Opus, ont un « corps dur », la Légion du christ, qui assassine les médecins qui pratiquent l'IVG.

Aujourd'hui, c'est au tour de l'islam d'enfanter des monstres : talibans, Daesh, Boko aram.

Des monstres qui prétendent au nom de la religion mettre en place au niveau mondial un totalitarisme pire qu'au moyen âge.

Des monstres qui tirent une balle dans la tête d'une gamine comme Malala parce qu'elle veut apprendre à lire... le coran ! Des monstres qui tuent 150 jeunes parce qu'ils vont à l'école.

Bien entendu, pas question de faire d'amalgames car la plupart des musulmans sont pacifistes, tolérants, et le coran stipule que l'éducation est un devoir, pour les femmes comme pour les hommes.

Mais comme quoi toutes les religions monothéistes tombent toujours, un jour ou l'autre, dans l'abomination.

Face à cette situation, nous n'avons qu'une réponse :
Ni dieu, ni maître - No god, no master.

Greg Einstell

HUMEURS NOIRES

La marche lucrative et revendiquée vers le corporatisme...

L'édition du 8 juillet du *Canard enchaîné* nous informe de la tactique mise en œuvre par Philippe Martinez pour garder son poste de Secrétaire général de la CGT (1). Il «achète» les syndicats – du moins leur vote au prochain Congrès confédéral – avec l'argent du «financement du dialogue social», c'est à dire avec l'argent mis par l'État à la disposition des Confédérations qui ne mettent pas (trop) de bâton dans les roues du char du corporatisme – en l'occurrence: à toutes!

Les lois Macron et Rebsamen ont inversé le «principe de faveur» des accords collectifs, le «financement du dialogue social» inverse à son tour le fonctionnement confédéral, rendant les syndicats dépendant de ses finances et de son bon vouloir. Plus de problèmes d'argent, les permanents ne coûtent plus aux syndiqués, ils sont d'ores et déjà des fonctionnaires de l'État dans un but difficilement avouable.

De son côté, le Bureau confédéral de la CGT-FO se veut des plus «revendicatifs» pour la prochaine session de la *Grande négociation nationale interprofessionnelle* 2015!

Dans le cadre d'un «groupe de travail politique» (sic) «visant à préciser les règles et conditions de la négociation nationale interprofessionnelle», en sa séance du 8 juillet, il a été défini quatre règles (un début de règlement intérieur !) qui donnent à cette réunion tous les aspects d'une assemblée permanente: formalisation des règles de fonctionnement, suspensions de séance à volonté, modalités de contrôle des accords conclus, audition de personnalités extérieures.

Nos bonzes ne se satisfont pas de cette situation ; quatre autres règles ne sont pas encore bien définies: les relations avec la presse, les présidences de séance externalisables, la réunion des «négociateurs» au *Conseil économique social et environnemental*, la «forme» que prendront les accords (charte, règlement intérieur, relevé de conclusions).

Dans ce cadre, la tenue des réunions au CESE plutôt qu'au MEDEF a leur faveur; mais surtout ils revendiquent sans vergogne: pas de séances de nuit !!!

Il ne reste plus qu'à donner un titre à cette nouvelle assemblée «politique»: pourquoi pas la *Grande chambre nationale corporatiste consolidée*? C'est en plus très facile à traduire en «européen» anglo-saxon!

Pouvait-on encore penser qu'une certaine moralité existait au sommet des Confédérations où les principes fédéralistes existent encore officiellement?

La marche au corporatisme supprime toute autonomie du syndicat au profit des instances supérieures: fédération, confédération; elle supprime toute indépendance du syndicat à l'égard des organismes d'État dont son fonctionnement financier dépend.

Est-il étonnant que, dans cette situation, ils deviennent les enjeux des partis moribonds de gauche et d'ailleurs, ou de fractions de ces partis, qui, voyant leur part de la manne électorale se raréfier, cherche une solution dans la manne corporatiste? Est-il étonnant que cette quête perpétuelle de l'argent de l'État ne cause des crises chez chacun d'entre eux?

Depuis la création des syndicats ouvriers, les «politiques» s'y sont toujours considérés plus légitimes et plus respectables que les autres syndiqués! Si respectables qu'ils ont bien mérité une grande chambre d'État!

Et aux syndiqués de continuer de défendre: l'autonomie des syndicats, le fonctionnement fédéraliste, leur indépendance par rapport à tous les Dieux, tous les États, ... et tous leurs «respectables»!

G.R.

(1) Titre de l'article: «Après Lepaon, la CGT redoute la panne.»